



CHAPITRE 81

Loi modifiant la charte de la ville de
Montréal-Est

[Sanctionnée le 29 juin 1973]

Préam-
bule.

ATTENDU qu'il est nécessaire, pour la bonne administration des affaires de la ville de Montréal-Est, que sa charte, le chapitre 63 des lois de 1910 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
193, s.
64a, remp.
pour la
ville.

1. L'article 64a de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville de Montréal-Est par le suivant:

Pension
au maire
ou mem-
bres du
conseil.

« **64a.** Le conseil peut, par règlement, accorder à Edward Rivest, Henri Leroux, John Kennedy et Georges Courtemanche qui ont rempli la fonction de maire ou de membre du conseil pendant au moins huit années, qui ont atteint l'âge de plus de soixante ans et qui auront cessé de remplir cette fonction après le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension équivalant à cinquante pour cent de leur rémunération annuelle, sans tenir compte de la partie versée à titre de dépenses. Cette pension est payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois.

Contribu-
tions.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution égale à cinq pour cent de leur rémunération annuelle, sans tenir compte de la partie versée à titre de dépenses.

CHAPTER 81

An Act to amend the charter of the
town of Montreal East

[Assented to 29th June 1973]

Preamble.

WHEREAS it is necessary, for the proper administration of the affairs of the town of Montreal East, that its charter, chapter 63 of the statutes of 1910 and the acts amending it, be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 64a of the Cities and Towns Act is replaced for the town of Montreal East by the following:

R.S., c.
193, s.
64a, re-
placed for
town.

“**64a.** The council may grant by by-law to Edward Rivest, Henri Leroux, John Kennedy and Georges Courtemanche who held office as mayor or member of the council for eight years or more, who are of more than sixty years of age and who have ceased to hold such office after the first of January in the year in which the by-law is passed, a pension equal to fifty per cent of their annual remuneration, without taking account of that part paid for expenses. Such pension shall be payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month.

Pension
to mayor
or mem-
bers.

In order to benefit from such pension payments, the members of the council must pay into the general administration fund a contribution equal to five per cent of their annual remuneration, without taking account of that part paid for expenses.

Contribu-
tions.

Règle-
ment pour
accorder
pension
addition-
nelle.

Le conseil peut aussi, par règlement, accorder à ces personnes qui auront rempli la fonction de membre du conseil pendant plus de huit années et qui ont cessé de remplir cette fonction à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la cessation de leur mandat, une pension annuelle additionnelle de deux cents dollars pour chaque telle année additionnelle. La révocation de tels règlements ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles ils s'appliquent ou se sont déjà appliqués.

Maxi-
mum.

En tout temps, cependant, la pension versée aux membres du conseil en vertu du présent article, ne pourra excéder la somme de huit mille dollars pour le maire et de quatre mille dollars pour les conseillers.

Incessibi-
lité, etc.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Suspen-
sion du
paiement.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité. »

Taxe
d'affaires
spéciale.

2. Au lieu d'imposer et de prélever une taxe d'affaires autorisée par l'article 527 de la Loi des cités et villes, la ville de Montréal-Est est autorisée à prélever et imposer sur toutes les catégories ou classes de commerce, d'industrie, de manufacture, d'établissements financiers, d'occupations, d'arts, de professions, de métiers ou de moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés, compagnies ou corporations dans les limites de la municipalité, ou, à la discrétion du conseil, sur certaine ou certaines de ces catégories ou classes, une taxe appelée « taxe d'affaires » n'excédant pas onze et demi pour cent de la valeur annuelle telle que portée au rôle d'évaluation des lieux dans lesquels s'exercent ces commerce, industrie, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profits ou d'existence.

Rempla-
cement
des taxes
autorisées
par a. 527.

Cette taxe tient lieu, pour les catégories ou classes qui sont appelées à la payer, des taxes autorisées par l'article 527 de ladite loi. Les autres classes ou catégories qui ne sont pas appelées à payer cette taxe d'affaires sont assujetties aux

The council may also, by by-law, grant to these persons who have been council members for more than eight years and cease to be such from January 1st of the year following the end of their terms, an additional annual pension of two hundred dollars for each such additional year. The repeal of such by-laws cannot be set up against persons respecting whom they apply or have already applied.

By-law
to grant
additional
annual
pension.

A pension paid under this section to a member of the council shall not at any time, however, exceed eight thousand dollars for the mayor or four thousand dollars for a councillor.

Limit.

Such pension shall be unassignable and unseizable.

Unassign-
ability,
etc.

The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or employment involving remuneration paid by the municipality."

Suspen-
sion of
pension.

2. Instead of imposing and levying the business tax authorized by section 527 of the Cities and Towns Act, the town of Montreal East is authorized to levy and impose on all categories or classes of commerce, industry, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms, companies or corporations within the boundaries of the municipality, or, at the discretion of the council, on certain of such categories or classes, a tax called "business tax" not exceeding eleven and one-half per cent of the annual value, as entered on the valuation roll, of the places in which the said commerce, industry, occupation, art, profession, calling or means of earning a profit or a livelihood, is carried on.

Special
"business
tax".

Such tax shall replace, for the categories or classes which will be held to the payments of same, the taxes authorized by section 527 of the said act. The remaining classes or categories which are not held to the payment of such business tax shall

Tax to
replace
tax under
s. 527.

taxes autorisées par l'article 526 de ladite loi.

Augmen-
tation
du taux.

Pour l'année 1973, le taux de la taxe d'affaires imposé à huit et demi pour cent de la valeur annuelle par le règlement 387 peut être augmenté à onze et demi pour cent de la valeur annuelle.

remain subject to the taxes authorized by section 526 of the said act.

For the year 1973, the rate of the business tax imposed at eight and one-half per cent of the annual value by by-law 387 may be increased to eleven and one-half per cent of the annual value.

Increase
in rate
author-
ized.

Conven-
tion
valide.

3. La convention intervenue le 13 novembre 1941 entre la ville de Montréal-Est et Florida Jobin, épouse de feu Adélard Lavigne, devant le notaire J. Émery Coderre sous le numéro 3730 de ses minutes, est valide sauf que le montant que la ville est appelée à déboursier pour le logement mentionné dans cette convention ne doit pas excéder \$75 par mois.

3. The agreement entered into on the 13th of November 1941 between the town of Montreal East and Florida Jobin, wife of the late Adélard Lavigne, before J. Emery Coderre, notary, under number 3730 of his minutes, is valid except that the amount which the town is called upon to disburse for the dwelling mentioned in that agreement must not exceed \$75 per month.

Agree-
ment
validated.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.